

CLAUDE JOURNÈS

*Les interprétations communistes  
de Mai 68*

L'histoire retiendra sans doute de l'attitude du Parti communiste français à l'égard du mouvement de Mai la dénonciation par Georges Marchais de « l'anarchiste allemand Cohn-Bendit », dans *L'Humanité* du 3 mai 1968. Pourtant, dix-huit ans plus tard, les téléspectateurs ont pu entendre, le 22 mars 1986, le rédacteur en chef de la même *Humanité* parler du « sympathique Daniel Cohn-Bendit », au cours de l'émission « Droit de réponse ».

Par-delà la question de personne, le Parti communiste français a donc profondément modifié son interprétation de Mai 1968. Ce changement peut surprendre qui n'aurait pas suivi l'évolution idéologique du Parti.

Encore faut-il expliquer cette mutation idéologique en prenant garde de ne pas négliger le contenu des idées au profit de leurs conditions externes de production. Ce travers nous paraît caractériser par exemple l'hypothèse de Philippe Robrieux, selon laquelle « la récupération de Mai 68 et l'ouverture sur le gauchisme », opérées par le PCF en 1973, découlent des analyses soviétiques. Cet auteur écrit : « La direction russe estime que Mai 1968 a constitué un ébranlement révolutionnaire, elle juge donc que le PCF a eu un comportement opportuniste en se refusant à soutenir le mouvement (...) (et) que le pouvoir pompidolien est considérablement affaibli et qu'il faut désormais que les communistes français poussent plus fort » (1).

Une telle analyse, conforme à l'idée académique assez courante

(1) P. Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste*, t. III : 1972-1982, *Du Programme commun à l'échec historique de Georges Marchais*, Paris, Fayard, 1982, p. 79.

du caractère étranger des partis communistes dans leur origine ou leur stratégie, nous paraît témoigner d'une conception trop réductrice de la causalité et surtout méconnaître l'autonomie des idéologies, le poids de leur évolution en profondeur.

Nous nous efforcerons donc de démontrer, dans le cadre limité de cet article, que les interprétations communistes de 1968 constituent un bon révélateur de l'évolution de l'idéologie communiste dans sa totalité.

Afin de préciser la notion d'idéologie communiste, il est possible de partir du texte dans lequel Jean Touchard distinguait entre « le communisme des dirigeants », exprimé par leurs déclarations ou les textes officiels du Parti, « le communisme des intellectuels », auteurs d'œuvres diverses, celui des « militants », à divers degrés de responsabilité, enfin celui des « électeurs » (2).

Pour s'en tenir aux deux premiers niveaux cités, qui constituent le matériau de notre étude, il est sans doute possible aujourd'hui de faire la différence entre les textes qui lient le parti, soit en raison de leur caractère collectif, soit du fait de la responsabilité de leur auteur, et les écrits émanant d'un membre du parti et n'engageant, en principe, que lui-même. Il faudrait aussi réévaluer la notion d'intellectuel communiste, en fonction d'une plus ou moins grande autonomie à l'égard de l'organisation partisane, comme l'a proposé J. Verdès-Leroux (3). Enfin, parmi les intellectuels retenus, il importe de réserver une place à ceux, fort nombreux, qui depuis ont quitté le parti.

La lecture d'une telle production idéologique nous conduit à découvrir deux orientations distinctes dans les interprétations communistes de 1968. La première consiste dans la critique du mouvement étudiant, puis dans l'affirmation de son caractère second par rapport au mouvement ouvrier, seul potentiellement révolutionnaire. La logique intellectuelle du parti envers une réalité qui lui échappe est donc celle d'une condamnation et d'une réduction.

Une deuxième tendance des idées communistes témoigne au contraire d'une réelle acceptation de Mai 68, y compris dans sa variante étudiante. Limitée au départ à quelques intellectuels, cette tendance caractérise aujourd'hui, de façon plus ou moins explicite, le parti lui-même. Il s'est produit, en effet, depuis 1976, une coupure

(2) J. Touchard, Introduction à l'idéologie du Parti communiste français, in *Le communisme en France et en Italie*, t. I : *Le communisme en France*, Paris, Colin, 1969, p. 85.

(3) J. Verdès-Leroux, *Au service du parti. Le Parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Fayard Minuit, 1983, 585 p.

dans l'idéologie du parti, avec l'abandon de la stratégie de dictature du prolétariat et des références léninistes au profit d'une inspiration autogestionnaire. Le parti tend à accepter les mouvements sociaux, tels qu'ils se présentent, donc à revendiquer l'héritage de Mai dans sa totalité, dans une logique de compréhension voire d'assimilation.

## I. — DE LA CONDAMNATION À LA RÉDUCTION

La première interprétation communiste de Mai 1968 se trouve dans l'article déjà évoqué de Georges Marchais dans *L'Humanité* du 3 mai, « de faux révolutionnaires à démasquer ». La chronologie, le poids du locuteur et la logique même de l'argument en font un bon révélateur d'un aspect majeur du discours communiste à propos de 1968. Il nous paraît cependant inexact d'écrire que « ce texte présente l'intérêt de définir la position constante du PCF sur les étudiants et le gauchisme, qui ne variera pas tout au long de la crise » (4).

Au printemps 1968, G. Marchais n'est pas encore secrétaire général adjoint, il le deviendra officiellement en février 1970, mais il remplit de fait ce rôle depuis mai 1966 dans les relations avec le Parti communiste d'Union soviétique ou dans les négociations avec la Fédération de la Gauche. Il est difficile de savoir si G. Marchais est bien l'auteur de l'article dont il est le signataire, la référence à Anatole France pourrait en faire douter. Toujours est-il qu'il en assume la responsabilité et que l'orientation du texte correspond assez bien à l'image qu'on peut se faire du personnage, de l'affaire Servin-Casanova en 1961, à la formule ironique de 1978 à l'encontre des intellectuels contestataires accusés de « monologuer assis derrière un bureau ».

L'article de G. Marchais comprend trois idées : les groupes gauchistes composés de faux révolutionnaires s'agitent, surtout à l'Université, chaque fois que progresse l'union et font ainsi le jeu du pouvoir ; le rôle du Parti communiste pour la défense des travailleurs, l'établissement d'un régime démocratique et d'une société socialiste reste irremplaçable en raison de ses liens avec la classe ouvrière ; le Parti communiste ne confond pas les gauchistes avec la masse des étudiants qu'il assure de sa solidarité.

Il importe surtout de dégager les traits de l'analyse et d'abord son caractère réducteur. Les gauchistes sont qualifiés de « fils de grands bourgeois (...) qui rapidement mettront en veilleuse leur "flamme révolutionnaire" pour aller diriger l'entreprise de papa (...) ».

(4) D. Labbé, *Le discours communiste*, Paris, Presses FNSP, 1977, p. 155.

Ces gauchistes sont opposés à « la masse des étudiants », à propos desquels aucune indication de type sociologique n'est apportée. L'essentiel est l'interprétation du gauchisme à travers l'origine sociale supposée de ses membres.

L'analyse est aussi manichéenne. Elle dénonce les uns, les gauchistes, et exalte les autres, le Parti communiste et la classe ouvrière.

Les gauchistes forment des « groupuscules » ; le terme employé quatre fois paraît signifier que la valeur d'un mouvement politique se mesure à son importance numérique. Est souligné aussi le côté trompeur des gauchistes, ce sont de « pseudo » ou de « faux » révolutionnaires ou des « révolutionnaires » entre guillemets. Le comportement de ces groupes est condamné à travers les mots « agitation », « élucubrations » ou « aventurisme ». G. Marchais dénonce le rôle objectif des gauchistes qui « favorise les provocations fascistes », sert « les intérêts » « du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes » ou « de la bourgeoisie et du grand capital ». En outre, les intentions des gauchistes sont dangereuses car ils « émettent la prétention de donner des leçons au mouvement ouvrier », ils « cherchent à mettre en cause le rôle fondamental de la classe ouvrière dans la lutte pour le progrès, la démocratie, le socialisme » et « à nuire au mouvement démocratique » ; d'ailleurs « leurs activités s'inscrivent dans le cadre de la campagne anticomuniste du pouvoir », c'est une « malfaisante besogne ». On pourrait enfin trouver un dernier trait négatif dans l'évocation de l'inspiration étrangère du gauchisme à propos de Cohn-Bendit et dans la phrase « un des maîtres à penser de ces gauchistes est le philosophe allemand Herbert Marcuse qui vit aux États-Unis ».

Face aux gauchistes, symbole de l'altérité, est exalté le héros positif, le Parti communiste, qui fait corps avec la classe ouvrière et le mouvement révolutionnaire.

Le Parti communiste bénéficie d'un véritable discours de légitimation fondé sur des attributs qui l'opposent trait pour trait aux gauchistes. Il se caractérise d'abord par son « influence », alors que les gauchistes ne sont que des groupuscules. Son activité porte le sceau de l'excellence contrairement à la malfaisance des gauchistes. Il est en effet « le meilleur » comme « défenseur des revendications immédiates des travailleurs » et comme « artisan de l'union des forces ouvrières et démocratiques ». En outre « il lutte pour l'abolition du capitalisme et l'instauration d'une société socialiste ».

Vient ensuite l'expression du cœur de l'argument, l'identification du Parti communiste à la classe ouvrière à travers trois postulats. Le premier est que le PC « fonde son action avant tout sur la classe

ouvrière », le deuxième est « la grande mission historique de la classe ouvrière », le remplacement du capitalisme par le socialisme ; en effet, de par les conditions mêmes de la production, la classe ouvrière est « la mieux organisée, la plus disciplinée et la plus consciente », « la seule véritablement révolutionnaire », c'est elle d'ailleurs qui « a donné naissance au système socialiste ». Ainsi s'explique le troisième postulat : le Parti communiste est « le seul parti révolutionnaire dans le bon sens du terme ».

Pour G. Marchais la scène se réduit à l'évidence à deux acteurs principaux : les gauchistes et le PC. De façon très significative, la condamnation de « la politique désastreuse du pouvoir gaulliste en matière d'éducation » intervient seulement à la fin du texte, alors même que l'anticommunisme du régime a été critiqué quelques paragraphes plus haut. L'essentiel est donc pour le PC, à ce stade de son analyse, que les gauchistes ont indûment porté atteinte à sa légitimité.

Outre ses aspects simplificateurs et manichéens, l'analyse de G. Marchais présente enfin un caractère essentiellement synchronique. Elle repose en effet sur des invariants qu'annonce la première phrase de l'article : « Comme toujours lorsque progresse l'union des forces ouvrières et démocratiques, les groupuscules gauchistes s'agitent dans tous les milieux. »

Il nous semble intéressant d'évaluer l'originalité de l'article de G. Marchais par rapport aux écrits communistes antérieurs et postérieurs.

Les difficultés du Parti avec les étudiants et même l'Union des Etudiants communistes dominant les années soixante et expriment un conflit permanent entre des dirigeants prolétariens et des intellectuels dont l'origine bourgeoise explique, aux yeux du Parti, les divergences envers les positions de la classe ouvrière (5).

Les critiques adressées aux étudiants recouvrent souvent celles formulées à l'encontre des « groupuscules » gauchistes d'inspiration maoïste. Différents textes diffusés au premier trimestre de 1968 (6) soulignent la nocivité de ces groupes hostiles aux voies de passage pacifique au socialisme et l'utilisation de leur action par la bour-

(5) Cf. R. Johnson *The French Communist Party versus the Students, Revolutionary Politics in May-June 1968*, New Haven and London, Yale University Press, 1972, 215 p.

(6) Le terme « groupuscules » est utilisé, par exemple, par W. Rochet « Qu'est-ce qu'un révolutionnaire dans la France de notre temps ? (discours du 15 oct. 1967) in *Ecrits politiques 1956-1969*, p. 172 et s. (ce texte était paru aux Editions Sociales en 1968) ; cf. aussi G. Marchais, La débâcle des pro-Chinois en France, in *L'Humanité*, 5 janvier 1968.

geoisie ou le pouvoir. Les textes renvoient aux écrits de Lénine sur le gauchisme, et en particulier à l'élucidation de ses racines dans l'instabilité petite-bourgeoise. Après les événements de 1968, la dénonciation du gauchisme se poursuit dans les écrits du Parti (7).

Il n'en reste pas moins que la lecture communiste de Mai 1968 s'est modifiée au cours des événements eux-mêmes, du fait du succès du mouvement, de l'entrée de la classe ouvrière dans la lutte et des sentiments propres des intellectuels communistes. Les premières déclarations de l'Union des Etudiants communistes ou de la municipalité communiste de Nanterre considèrent que la fermeture des Facultés lèse les étudiants et que les gauchistes font le jeu du pouvoir. Le ton change à partir du 6 mai, le Parti dénonçant à la fois « la répression policière, les responsabilités du pouvoir et des aventuriers gauchistes ». La critique de la répression prend donc la première place, la dénonciation du gauchisme passant au second plan, même si un article de *L'Humanité* du 24 mai conclut encore que « les manifestations en faveur de Cohn-Bendit ne peuvent être que division, diversion, provocation ».

Dans le rapprochement avec les étudiants, le point le plus avancé paraît constitué par un communiqué du Bureau politique publié dans *L'Humanité* du 13 mai, jour de la grève générale et dû vraisemblablement (8) à la plume de Roger Garaudy. Il indique que « le Parti (...) s'associe sans réserve au juste combat des étudiants (et) travaille à cimenter l'unité de toutes les forces ouvrières qui luttent contre le même ennemi au nom de la même espérance ».

Mais l'inexistence d'un programme commun avec les autres forces de gauche, donc l'absence de perspective politique satisfaisante, puis le chantage à la peur utilisé par le Gouvernement amènent le parti à une analyse assez différente.

C'est d'abord le rapport présenté par Waldeck Rochet au Comité central des 8 et 9 juillet 1968 (9) qui voit en Mai un mouvement essentiellement ouvrier dont la composante étudiante a été « le détonateur », mais en aucune façon « la cause », celle-ci se trouvant dans la

(7) J. Duclos, *Anarchistes d'hier et d'aujourd'hui, Comment le gauchisme fait le jeu de la réaction*, Paris, Editions Sociales, 1968, 94 p. ; C. Prévost *Les étudiants et le gauchisme*, Paris, Editions Sociales, 1969, 190 p. (ouvrage plus nuancé que le précédent et composé à partir d'articles parus dans *La Nouvelle Critique*) ; M. Dion, *Le gauchisme et la politique*, in *Cahiers du communisme*, janvier 1976, n° 1, p. 51-58.

(8) Selon P. Noirot, *La mémoire ouverte*, Paris, Stock, 1976, p. 298.

(9) W. Rochet, *Les enseignements de mai-juin 1968*, in *Ecrits politiques, op. cit.*, p. 223-256.

politique du pouvoir. W. Rochet crédite le mouvement étudiant de ses idées sur la rénovation de l'Université, de son « potentiel démocratique », mais lui reproche sa propension au gauchisme due à l'origine sociale de ses membres. Le Parti communiste n'a pas partagé l'illusion d'une vacance du pouvoir, sachant bien qu'une insurrection aurait débouché sur une répression sanglante ; il s'est efforcé de soutenir les revendications des travailleurs et de remplacer le pouvoir gaulliste dans la légalité.

Une optique du même type se retrouve dans le livre de René Andrieu *Les communistes et la révolution* (10) qui replace les événements de Mai dans une perspective historique. L'ouvrage défend l'idée du primat des luttes ouvrières sur les luttes étudiantes en l'illustrant par la formule : « Il y a longtemps que le train est en marche et les dirigeants ouvriers n'ont pas eu à le prendre : ils se trouvaient dans la locomotive. » R. Andrieu montre aussi la nature contradictoire du mouvement étudiant « historiquement positif », plein de « combativité », de « générosité », mais manipulé par le pouvoir et la police ; sur ce point le rédacteur en chef de *L'Humanité* se montre beaucoup plus sévère que pendant les événements eux-mêmes (11).

En décembre 1968, tirant les enseignements de Mai-Juin, W. Rochet considère que « la lutte des classes a fait un bond considérable » et le *Manifeste de Champigny* en vient à la conclusion que « les conditions mûrissent rapidement pour une action commune de toutes les couches atteintes ou menacées par les monopoles » (12).

## II. — DE LA COMPRÉHENSION À L'ASSIMILATION

La deuxième orientation de l'idéologie communiste à l'égard de Mai 68 est le fait, sur le moment, de certains intellectuels, et depuis quelques années, du parti lui-même.

Parmi les interprétations proposées à l'époque des événements par certains intellectuels en désaccord avec la direction du Parti, la plus importante est celle de R. Garaudy (13), d'abord dans son intervention au Comité central de Nanterre le 8 juillet 1968. Revenant

(10) R. Andrieu, *Les communistes et la révolution*, Paris, UGE, 1968, 320 p.

(11) R. Andrieu, *Choses dites, 1958-1978*, vingt ans rédacteur en chef à *L'Humanité*, Paris, Editions Sociales, 1979, p. 162 et s.

(12) Parti communiste français, *Manifeste du Comité central*, Champigny-sur-Marne, 5 et 6 décembre 1968, *Pour une démocratie avancée pour une France socialiste*, Rapport de W. Rochet..., 60 p.

(13) R. Garaudy, *Toute la vérité*, mai 1968-février 1970, Paris, Grasset, 1970, p. 19 et s.

sur l'article de G. Marchais, il le juge mauvais, non parce qu'il combattait les gauchistes, « mais parce qu'il les combattait mal ». Il leur reprochait d'empêcher « le fonctionnement normal » de l'Université, alors que cette normalité créait depuis plusieurs mois un malaise chez les étudiants. Ensuite « l'action malfaisante » des gauchistes n'était pas située « dans la perspective d'un grand mouvement positif qu'ils discréditaient », sans parler enfin de la sous-estimation de la répression policière.

Dans un article de *Démocratie nouvelle* (mai-juin 1968), R. Garaudy relève l'insuffisance d'une interprétation en termes d'origine sociale des étudiants, plus conforme, selon lui, à l'esprit de Taine qu'à celui de Marx. Il convient, au contraire, par-delà les aspirations confuses des étudiants d'évaluer leur place objective dans le procès de production en situant le rôle de l'intellectuel comme partie intégrante du « travailleur collectif » à une époque où la science devient une « force productive directe ». R. Garaudy explicitera ces idées l'année suivante (14).

A l'autre pôle théorique du parti, Louis Althusser ne s'exprime pas sur le moment. Une lettre de sa correspondante d'alors, M. A. Macciocchi, datée du 1<sup>er</sup> juillet, souligne « l'élan irrépessible de la classe ouvrière et de la jeunesse vers le socialisme dans le cœur du vieil Occident » et « le rapport entre parti et masses (...) entièrement à repenser » (15). L. Althusser témoignera de son intérêt pour le mouvement étudiant dans un article de *La Pensée* en mai-juin 1969 et traduira en quelque sorte Mai sur le plan théorique un an plus tard dans la même revue sous la forme du célèbre « Idéologie et appareils idéologiques d'Etat » (16). Il accordera enfin un certain statut théorique au terme de « masses ».

De leur côté, *Démocratie nouvelle* et *Les Lettres françaises* tentent dans la période des événements d'influer sur les positions du parti et manifestent leur solidarité critique au mouvement étudiant. Des témoignages ultérieurs des responsables de ces deux publications expriment un désaccord profond avec les positions de G. Marchais (17). L'affaire tchécoslovaque aidant, ces deux revues ne tardent pas à disparaître.

(14) R. Garaudy, *Le grand tournant du socialisme*, Paris, Gallimard, 1969, 317 p.

(15) M. A. Macciocchi, *Lettres de l'intérieur du parti* (1969), Paris, Maspero, 1970, p. 260-262.

(16) Comme l'ont bien vu L. Ferry et A. Renaut, *La pensée 68*, Paris, Gallimard, 1985, p. 15.

(17) P. Noirot, *op. cit.*, p. 285 et s. ; P. Daix, *J'ai cru au matin*, Paris, Laffont, 1976, p. 409 et s.

Le destin politique des auteurs qu'on vient de citer témoigne de la rupture qui s'opère alors entre le Parti et les milieux intellectuels. Pourtant, dans la même période, le Parti bénéficie aussi d'une dynamique ancrée sur les thèses libérales d'Argenteuil, sur le Colloque de Cluny consacré à la littérature, le prestige de la *Nouvelle Critique* et les liens avec le groupe Tel Quel. Ainsi s'explique l'adhésion dans la foulée des événements de C. Clément ou R. Jean (18). Ce dernier valorise la portée symbolique de Mai 1968 : « En faisant les gestes de la révolution, on pouvait finir par faire la révolution elle-même » (19).

C'est plus récemment le Parti lui-même qui avance progressivement une lecture nouvelle de 1968. En effet, le contexte idéologique a changé ; en février 1976, le XXII<sup>e</sup> Congrès du Parti marque le début de l'abandon du léninisme et son remplacement par l'auto-gestion longtemps critiquée auparavant. Quant au contexte politique, la signature du Programme commun en 1972 a apporté la solution politique globale qui faisait défaut en 1968, mais les difficultés causées par son actualisation rendent sceptique sur la pertinence des accords au sommet.

L'ouvrage *Les communistes et l'Etat* qui légitime *a posteriori* l'abandon de la stratégie de la dictature du prolétariat souligne de façon assez classique, à propos de Mai 68, la « contradiction entre la puissante volonté de changement et l'immaturité relative de ses conditions politiques », situation qu'a exprimée et exploitée le gauchisme (20). De son côté, J. Elleinstein, partant de son expérience personnelle, considère qu'il n'a « jamais eu le sentiment de vivre une révolution » dont les conditions n'étaient pas réunies et distingue entre le passéisme du « gauchisme politique » et l'intérêt du « gauchisme culturel » surtout de l'écologie (21).

Au début novembre 1977, le PC formule une déclaration destinée aux syndicats et proposant de rompre avec « une société de répression de censure des aspirations et des désirs, d'exclusion des travailleurs, de violence et de haine (qui) mutile et frustre les individus (et) leur vole leur vie « afin » d'avancer de front dans tous les domaines vers

(18) P. Combes, *La littérature et le mouvement de Mai 68*, Paris, Seghers, 1984, 319 p.

(19) R. Jean, *La singularité d'être communiste*, Paris, Seuil, 1979, p. 56.

(20) J. Fabre, F. Hincker, L. Sève, *Les communistes et l'Etat*, Paris, Editions Sociales, 1977, p. 104.

(21) J. Elleinstein, *Lettre ouverte aux Français sur la République du Programme commun*, Paris, A. Michel, 1977, p. 175 et s.

une société toujours plus démocratique, décentralisée, autogestionnaire » (23).

En 1978, le dixième anniversaire de Mai et le désarroi des lendemains de défaite électorale amènent à un retour en arrière, en particulier sous la plume d'Arnaud Spire, dans *La Nouvelle Critique* (23). Partant de l'idée que Mai a inversé le rapport de force en France en faveur des travailleurs, l'auteur souligne ce que le XXII<sup>e</sup> Congrès du Parti doit à Mai 68 : les luttes pour des revendications négligées jusque-là, la meilleure connaissance du pouvoir et du désir, la pénétration féconde des idées libertaires dans le marxisme. Selon A. Spire, le rôle des étudiants en Mai montre que le Parti n'avait pas le monopole des aspirations révolutionnaires. Un parti révolutionnaire exprime son essence dans une pratique discontinuée, mais devrait se montrer capable de prendre en compte ce qui naît en dehors de lui.

Cet article frappe par sa tonalité autocritique si on le compare à un autre de caractère collectif paru dans la revue du comité central (24), où sont évoquées l'ampleur de la lutte des classes, la nouveauté de ses formes et de ses acteurs, la découverte du monde du travail par les étudiants.

En mai 1979, l'autocritique reprend sur la base du XXIII<sup>e</sup> Congrès, tourné vers le socialisme autogestionnaire. Un ouvrage paru alors justifie les critiques formulées en 1968 par le parti à l'encontre de l'autogestion tout en estimant qu'il a manqué les aspects positifs du mouvement de Mai (25).

En 1981, un livre d'histoire revient sur les « formes de réflexion théorique et politique » à travers lesquelles le parti a analysé au départ les événements du Mai : la référence restait le Front populaire et le changement paraissait impliquer un accord programmatique avec les socialistes (26). Ce dernier point sera repris en février 1985 par G. Marchais dans sa présentation des différents aspects du retard stratégique du parti : l'absence de Programme commun en 1968

(22) *L'Humanité*, 8 novembre 1977.

(23) A. Spire, Mai 68-mai 78 : dix ans, ça suffit pas, in *La Nouvelle Critique*, n° 114, mai 1978, p. 7-9.

(24) G. Beetz, G. Frischmann, C. Poperen, L. Salini, P. Zarka, F. Biccoci, Retour sur Mai 68, in *Cahiers du Communisme*, juin-juillet 1978, n° 6-7, p. 49-63 (L. Salini est l'auteur de *Mai des prolétaires*).

(25) F. Damette, J. Scheibling, *Pour une stratégie autogestionnaire*, Paris, Editions Sociales, 1979, p. 64 et s.

(26) Collectif *Le PCF étapes et problèmes 1920-1972*, Paris, Editions Sociales, 1981, p. 528 et s.

a conduit le parti à considérer que le mouvement populaire ne pouvait avoir de débouché politique (27).

Les interprétations communistes de Mai 1968 sont donc contrastées puisque le parti est passé de la condamnation à la compréhension du mouvement étudiant, d'une analyse réductrice de la réalité sociale à l'assimilation de toutes ses potentialités.

Cette évolution s'articule sur l'idéologie du parti dans son ensemble, sur sa représentation de la société et des modalités de passage au socialisme : accepter mai 68 n'était possible qu'en abandonnant le léninisme. La pertinence ou non de ce choix est une autre question.

(27) G. Marchais, Rapport au xxv<sup>e</sup> Congrès in *Cahiers du Communisme*, mars-avril 1985, n° 3-4, p. 26.

RÉSUMÉ. — *Le Parti communiste français a proposé des interprétations contrastées de Mai 1968. Au départ il critique le mouvement étudiant et affirme son caractère second par rapport au mouvement ouvrier. Quelques intellectuels communistes manifestent plus de compréhension, avançant ainsi le parti lui-même, qui après l'abandon de la dictature du prolétariat en 1976, réinterprète Mai 1968.*